DULONG (Renaud), éd., *L'Aveu – histoire, sociologie, philosophie*

Paris, P.U.F., 2001, 297 p. (coll. « Droit et justice »)

Daniel Vidal

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/20755>

DOI : 10.4000/assr.20755

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2001

Pagination : 77-78

ISBN : 2-222-96704-X

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Daniel Vidal, « DULONG (Renaud), éd., *L'Aveu – histoire, sociologie, philosophie* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 114 | avril-juin 2001, document 114.10, mis en ligne le 19 août 2009, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/20755> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.20755>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

DULONG (Renaud), éd., *L'Aveu – histoire, sociologie, philosophie*

Paris, P.U.F., 2001, 297 p. (coll. « Droit et justice »)

Daniel Vidal

RÉFÉRENCE

DULONG (Renaud), éd., *L'Aveu – histoire, sociologie, philosophie*, Paris, P.U.F., 2001, 297 p. (coll. « Droit et justice »)

- 1 Qu'est-ce qu'un aveu ? Un acte – de pensée, de parole, de conscience – qui tend à briser l'encerclement de l'univers de la faute, à réconcilier le sujet présumé de l'action fautive, blâmable, criminelle, avec l'impératif de « vérité ». Qui tend, aussi, surtout, à apaiser la tension entre ce qui participe d'un certain indicible, et donc incapable de circuler dans l'espace, confidentiel ou public, de l'interlocution, et l'exigence éthique, – pour l'instance sociale du jugement (sanction ou disculpation), mais aussi bien pour l'acteur de la transgression –, de refonder le lien social sur une équivalence des valeurs. Ainsi dit, tout paraît, en définitive, assez simple. L'ouvrage dirigé par R.D. est la tentative, pleinement accomplie, d'indiquer que cette relative simplicité n'est que trompe-l'œil. Parce que l'aveu peut être, on le sait, extorqué, par contrainte, ou insinuation, ou auto-accusation sans fondement autre que l'espoir, avouant un forfait que l'on n'a pas commis, de pouvoir convaincre la communauté des juges que cela n'était que stratégie, certes du pire, mais stratégie quand même. Parce que, quand bien même il attesterait quelque chose ayant rapport avec la vérité, il ne saurait se suffire à lui-même : un aveu n'est jamais, en tant que tel, dans notre droit contemporain, une preuve de culpabilité. Encore faut-il qu'il soit supporté par une argumentation factuelle impeccable, un « récit » des choses advenues qui soit sans ambiguïté, et qu'il n'intervienne ainsi que comme le bouclage de la question du vrai, ou de la véridicité, sur elle-même. A l'inverse, rien de ce récit, ou de cette configuration de sens ne tiennent, aussi fiables soient-ils, s'ils ne sont approuvés par le présumé coupable, qui

détient ainsi un pouvoir remarquable, et paradoxal, de mise en incertitude de la chose jugée.

- 2 Il fallait alors reprendre l'ensemble des questions posées par l'acte d'aveu, et procéder à une véritable analytique de ce qui apparaissait comme allant (presque) de soi, en mobilisant les perspectives historiennes, sociologiques et philosophiques. Dans la présentation de cet ouvrage collectif, l'auteur indique clairement les dimensions fondatrices de l'aveu. Ses conditions de recevabilité : fiabilité et stabilité de l'énonciation circonstanciée, qui assurent sa valeur probante. L'aveu doit acquérir un caractère d'évidence, pour « suturer la brèche ouverte par le crime ». Il peut être, on l'a dit, et longuement vu à travers l'histoire, obtenu par contrainte. Yan Thomas et Jacques Chiffolleau analysent les conditions et les effets de cette contrainte exercée sur le corps et sur les âmes, les procédures de la « *confessio* », cette capitulation dans un contexte général de soumission absolue à la toute-puissance du maître. Interrogatoire et torture participent, avant et après l'expansion contrebattue du christianisme, de la même assignation sémantique. L'Inquisition naîtra de là. Mais alors qu'à Rome, la raison de l'accusation se disait en termes de complot, fût-il pur fantasme, ou manœuvre de basse politique, dans l'enfer d'une Église triomphante, l'aveu doit répondre à une volonté de savoir quel « maléfice » se cache à l'ombre d'un « méfait ». D'un registre pour l'essentiel « politique », la contrainte d'aveu se déplace sur le registre du « sacré », et le couple juge-accusé est immergé dans le monde de l'« occulte » et de l'« indicible ». Toute faute est sacrilège ; et ce qui n'est pas dicible (*nefandum*), est néfaste : contraire à la loi divine, contraire à la loi naturelle. Cette loi de nature est loi de l'institution sociale la plus « sacrée » – la famille. Derrière le crime, chercher le rapport « pervers » à l'ordre de la reproduction, à la sexualité, – et l'atteinte à la majesté de Dieu et des puissances temporelles qui s'en réclament. Avouer est alors confirmer en leur sacralité ces deux raisons constitutives des premiers temps d'une Église dominatrice en proie au vertige de sa puissance. On voit déjà que l'aveu concerne des sites sociaux et symboliques infiniment plus vastes qu'une « vérité » factuelle et circonscrite.
- 3 Mais il est aussi cela – l'indice d'une vérité singulière. À ce titre, précise R.D., il ressortit toujours à une forme de « capitulation », mais non plus obtenue, pour l'essentiel, par jeu de coups, mais à coup de mots. « Échange agonistique », écrit l'A. Le texte qu'il co-signe avec J.-M. Marandin est à cet égard une analyse exemplaire de séquences d'aveux, suite à des interrogatoires d'accusés pris en flagrant délit. Les AA. montrent avec précision les différents temps logiques de l'argumentaire du questionneur, les mêmes temps, décalés, des réponses de l'« accusé », le moment où celui-ci « passe aux aveux », et tout ce qui se joue de rapport de paroles – rapports de force, sans doute, mais rapports aussi bien entre deux subjectivités enjointes, à un moment ou à un autre, d'entrer en consonance. Ce moment est celui de l'aveu. Mais il est, à vrai dire, un moment seulement. Et l'aveu qui s'énonce, ou se balbutie, en ce moment, est par définition fragile, réversible, ambivalent. « Événement ambigu », « objet paradoxal », sollicitant des critères de vraisemblance, en même temps qu'une imputation intentionnelle et largement « énigmatique » chez l'agent, note Odile Macchi. L'avouant, dans l'aveu de son délit, fait révélation de son passé (l'interrogatoire est pratique d'anamnèse), et vient ainsi occuper la position du coupable. Mais cet acte de parole, qui l'engage dans l'univers de la sanction, est instable, falsifiable. Il doit être réitéré, et son « homologation » ultime échappera à son auteur : l'aveu s'inscrit dans une procédure de bien plus longue portée, et d'efficacité opératoire plus assurée, que l'échange

dialogique où il a été prononcé. Mais ainsi énoncé, l'aveu ouvre la voie à une « confession » : il est une étape sur le long chemin de la vérité – la vérité sur soi-même, la vérité sur l'univers de la transgression –, et sur l'interlocuteur en tant qu'il est ce « médiateur d'un rapport à sa propre altérité », selon la définition de R.D. L'aveu, mettant alors en question radicalement l'univers de la « vérité », déploie ainsi sa valeur éthique, et sa fonction a-référentielle. La confession est « cet acte complet », autosuffisant, « bouclé sur lui-même », détaché « de toute finalité typique » (R.D.). Elle constitue, d'une certaine façon, le point ultime de l'aveu, son horizon possible, sa raison latente.

- 4 Accomplissement d'un procès dialogique, l'aveu est formule singulière de rapport à autrui. Il suppose une attente, une écoute, une mise en récit à deux voix. B.M. Duffé inscrit clairement cette « sollicitation de l'altérité » au principe de l'aveu : un tiers est requis pour que l'aveu soit une « mise à distance de soi d'une partie de soi ». Par l'aveu entrent en connaissance réciproque soi-même et l'autre. Et l'on ne peut, à l'évidence, méconnaître la fonction instituant de la subjectivité dans l'acte et la parole d'aveu. Faire aveu, c'est exposer, explorer, expliciter ce qui ressortit à l'ordre de la subjectivité, en tant qu'elle est principe d'identification du moi intime. Plus encore, remarque Danièle Cohn dans sa très stimulante contribution : « avouer pour devenir innocent », est une expérience décisive dans la refondation permanente du sujet en tant que personne éthique. On est ici dans l'ordre de la confession, cet absolu de l'aveu, et cette absolution de la faute. De la princesse de Clèves, dont l'aveu d'une « faute » non consommée vaut aveu d'innocence, à Phèdre, avouant la faute et s'érigeant en sujet dévastant toute possibilité de salut pour elle et pour tout autre, on voit qu'il n'y a d'abord que souillure : l'innocence ne vient qu'après. Rousseau remontera tout le cours de la culpabilité pour formuler le postulat d'innocence, forme originale et cependant seconde de la subjectivité. Ainsi en allait-il de la confession du prédicateur royal Constantino Ponce de la Fuente, chanoine de Séville dans la première moitié du XVI^e, condamné par l'Inquisition, ses livres brûlés pour « hérésie » : elle est acte de telle soumission que l'insubordination du sujet s'y révèle : ainsi l'analyse Dominique de Courcelles, dans sa présentation : « C'est l'aveu final d'un geste impossible, la confession d'une faute radicale qui n'a jamais eu lieu, sinon dans cet énoncé qui institue celui qui l'écrit en coupable ». (D. de Courcelles, *Le procès du doute et de la subjectivité dans l'Espagne du XVI^e siècle*, préface (pp. 7-138) à Constantino Ponce de la Fuente, *La Confession d'un pécheur devant Jésus Christ rédempteur et juge des hommes*, Grenoble, J. Millon, 2000. Première édition, anonyme, Séville, 1547. Mort (suicidé ?) dans la prison inquisitoriale de Triana au début des années 1560).
- 5 La faute, c'est l'aveu. Tout le reste est innocence. Mais y a-t-il un reste, après l'aveu ?